

Rapport annuel 2019

L'année 2019 a été marquée par trois temps forts : le premier, international à Rome en février, le second, national à Berne en juin et le dernier, romand à Fribourg en novembre. Lors de ces trois occasions, des membres de notre association se sont engagés, ont participé, se sont exprimés.

Tout au long de l'année, nous sommes restés ouverts aux appels des personnes victimes pour les soutenir et avons poursuivi les activités de sensibilisation et d'information. Nous avons à plusieurs reprises, par écrit ou lors d'entretiens, exprimé nos préoccupations et nos demandes, en particulier auprès des instances catholiques.

Synode des évêques à Rome : espoirs et déceptions

Le début de l'année 2019 a été marqué par la confirmation de la tenue à Rome, du 21 au 24 février, du synode des présidents des conférences épiscopales de toute l'Église catholique, convoqués par le pape François pour traiter du problème des abus sexuels.

Trois de nos membres, Jean-Marie Fürbringer, Valerio Maj et Jacques Nuoffer se sont organisés pour se rendre à Rome et rejoindre nos partenaires d'ECA (Ending Clerical Abuse), organisation dont le Groupe SAPEC est membre fondateur et qui œuvre pour qu'on en finisse avec les abus dans l'Église. Dès le 17 février, notre président s'est rendu à Rome pour participer aux préparatifs et aux premières manifestations précédents le début du synode.

Des journées bien remplies

Durant cette semaine active, nous avons, en résumé, revendiqué la tolérance 0 pour les abuseurs et leur réduction à l'état laïc, la tolérance 0 pour ceux qui les protègent et leur exclusion de la hiérarchie de l'Église, ainsi que l'écoute des survivants en les associant aux tâches de réparation et de prévention. Nos journées ont été occupées par des activités et des échanges riches et variés.

- Séances liées au fonctionnement d'ECA, aux manifestations planifiées et à leur préparation.
- Échanges de témoignages sur les situations vécues par les personnes victimes dans différents pays : Australie, Pologne, USA, Inde, Nouvelle-Zélande avec échos dans les médias.
- Accueil de prélats : Archevêque de Westminster Vincent Nichols, Cardinal Reinhard Marx et rencontre des trois membres du Groupe SAPEC avec Mgr Gmür, président de la CES.
- Participations à des manifestations : présence sur les lieux des réunions du synode, de la conférence de presse, de la réception des délégués invités par les organisateurs, veillée pour la justice et marche pour la tolérance 0, etc., entourés de nombreux cameramen et photographes.
- Multiples interviews de nos délégués : TV24, RTS, La Liberté, cath.ch, Le Temps, Tribune de Genève, Libération, RMC, La Croix, AFP, Marie-Claire, RTF, TV belge, RCF, RMC, RFI et le soir de la clôture du synode, le président du Groupe SAPEC a été interviewé par Haute fréquence à 19h et l'invité du TJ du dimanche à 19h30.
- Nous avons mis sur notre site des précisions sur nos revendications qui complètent et éclairent les paragraphes suivants.

Des résultats décevants

Il y a eu certes des gestes importants : Marek Lisinki, président de l'Association de victimes polonaises a pu remettre au pape son rapport : le pape s'est agenouillé et lui a baisé la main ! Mais le

pape ne s'est pas déplacé pour écouter les personnes victimes d'abus par des agents pastoraux, dont six d'ECA et François Devaux de La Parole Libérée.

Par ailleurs, dans la déclaration finale, le pape aborde d'autres sujets au lieu de l'essentiel comme pour noyer le poisson. Il n'est toujours pas question de modification du droit canon, de dénonciation à la justice civile, si importante et nécessaire notamment en Italie, de condamnation des protecteurs, ni de reconnaissance de la présence et de l'impact des associations de défense des victimes, notamment.

Lors de sa rencontre avec nos délégués, Mgr Gmür a montré de l'ouverture, de la sympathie et une recherche de dialogue. À l'écoute de nos propositions, il a accepté l'implication des personnes victimes et pas seulement d'un seul membre dans un travail de développement. La balle est dans son camp : comment cette rencontre se poursuivra-t-elle ? Il nous a confirmé les difficultés de l'application universelle de dénonciation systématique à la police vu les différences de positions de l'Église selon les pays et selon la situation politique.

Rassemblement national le 29 juin à Berne

Convoqué à l'initiative de théologiens laïcs du canton de Zurich, le rassemblement national du 29 juin 2019 à Berne entendait faire valoir un certain nombre de revendications afin de renforcer la lutte contre les abus sexuels et d'exiger des réformes dans l'Église.

L'invitée de la journée fut la théologienne allemande Doris Wagner. Ancienne religieuse membre de la congrégation "Das Werk", elle y a été victime d'abus qu'elle a raconté dans un livre. Aujourd'hui mariée et mère de famille, elle est également connue pour avoir participé à divers documentaires et débats télévisés sur ce thème. Sur notre site, nous avons placé des liens : à son interview sur cath.ch, à son discours prononcé le 29 juin, ainsi qu'à la traduction de ce dernier.

Les revendications des manifestants portaient notamment sur l'accès au dossier pour les victimes, la dénonciation obligatoire de tout abus sexuel auprès des autorités civiles, la modification du droit canon pour punir tout abus sexuel y compris sur des adultes, des procédures rapides, la création de commissions indépendantes pour traiter des abus dans tous les pays, des critères mieux définis pour l'engagement d'agents pastoraux, un accompagnement pour les personnes en ministère ainsi que la reconnaissance d'une éthique sexuelle humaine fondée sur la Bible.

Mais ces mesures ne seront pas possibles sans un changement plus profond. C'est pourquoi les initiateurs réclament des changements structurels sur la compréhension des ministères, l'accès au sacerdoce, l'égalité entre les croyants. Ils revendiquent aussi un changement de mentalité des responsables. Il ne s'agit pas de protéger l'institution, mais les personnes.

Journée du souvenir – Pose d'un Mémorial

Notre besoin de faire mémoire, présent depuis la création de l'association du Groupe SAPEC, a rencontré concrètement ce 23 novembre 2019, celui de Mgr Charles Morerod. Grâce à l'excellente collaboration de Laure-Christine Grandjean, chargée de communication de l'évêché et à sa collaboratrice Léonie Dumoulin avec nos membres Jean-Marie Fürbringer, Valerio Maj et Alain Guerdat, une première journée du souvenir a commencé par une cérémonie à la cathédrale Saint-Nicolas de Fribourg, suivie par la pose d'une plaque à la mémoire des victimes des abus sexuels dans l'Église catholique. Nous exprimons nos vifs remerciements à la chorale de Philanthropos, dirigée par M. Carlos Danès, qui a accompagné avec beaucoup de doigté cette célébration.

On trouvera en annexe le « Petit résumé du projet Mémoire » présentant les réflexions et idées du groupe et rappelant l'organisation et le déroulement de cette journée du souvenir.

Démarches en faveur des victimes

Ces démarches consistent en soutien direct, en activités de sensibilisation et d'information, en réponses aux demandes des journalistes. En 2019, deux membres de notre comité ont été invités par des paroisses du diocèse de LGF à témoigner en tant que personne victime. Nous continuons à tisser notre réseau avec les associations partenaires en Suisse et à l'étranger. Nous avons été contactés cette année pour la première fois par des personnes qui ont été victimes de dérives sectaires et par des proches de personnes actuellement sous emprise. Nous avons dit notre inquiétude à ce sujet aux évêques concernés.

Soutien et aide

Nous avons été contactés cette année par 13 personnes. Nous recevons des demandes de personnes habitant le monde entier, mais plus particulièrement de Suisse, France, Belgique, Luxembourg, Canada, États-Unis et pays africains. Le fait que notre site web se termine par .net n'indique pas aux personnes le consultant que nous nous trouvons en Suisse. Autant de demandes diverses, autant de personnes différentes ! Il peut s'agir de personnes elles-mêmes abusées, 6 en 2019, de personnes proches, ou bien d'une demande d'information, voire d'aide concernant une requête à la CECAR ou bien enfin d'une intervention auprès de l'évêque. Lorsqu'il s'agit de témoignages d'abus d'autorité ou de mauvais traitements dans des institutions catholiques, les possibilités d'action de notre Groupe sont très limitées, surtout si elles touchent des personnalités aux relations influentes et argentées.

Table ronde 2019

Tout en poursuivant notre soutien aux personnes qui déposent une requête, nous cherchons à concrétiser notre projet de recherche pour éclairer le passé et à favoriser le développement des mesures de prévention, tant dans la société que dans l'Église catholique en particulier.

Afin de mieux connaître quelques associations œuvrant dans ce domaine en Suisse romande et de découvrir leurs approches diverses, nous leur avons proposé une rencontre à l'occasion de notre table ronde précédant notre assemblée générale 2019. Ont participé à la table ronde :

- Emmanuelle Dorsaz et François Favrod, responsables de formation, association Patouch www.Patouch.ch
- Marie-Claire Pauchard, collaboratrice, Agapa Suisse-Romande : [Agapa Suisse-Romande](#)
- François Boillat, médiateur, directeur, Association DISNO : [DIS NO](#)
- Laure Lambelet, psychologue spécialiste prévention, ESPAS : [ESPAS Lausanne](#)

Autres demandes

- Contacté par *Nicolas Reynaud*, actif dans l'association *Agir pour la dignité* nous avons accepté que cette association cite la nôtre comme référence dans son travail avec des victimes d'abus : aide à la rédaction de récits de vie et publication de témoignages. Face à sa proposition organisation faitière, nous sommes ouverts, mais pas disponibles pour faire le travail de constitution de cet organe.
- Nous n'avons pas pu répondre aux demandes financières pour une formation en Europe de *Herve Mbaya Kaumb*, dans le cadre de son engagement au sein du *Réseau d'alerte et d'intervention des Droits Humains*, une Organisation non gouvernementale de la République Démocratique du Congo qui lutte contre les abus sexuels et soutient les personnes victimes. Mais nous avons sensibilisé ESPAS à la possibilité d'une Formation à distance utile pour des gens travaillant en Afrique, par exemple en offrant des cours ABS à distance, par MOOC, notamment en collaborant avec ECA.
- *Johannes Heibel*, président de l'*Initiative contre la violence et les abus sexuels envers les enfants et adolescents – Siershahn – D*, nous a contactés pour la finalisation d'une de leurs actions de longue durée : la pose de leur *Meule des griefs* dans les jardins du Vatican avec un arrêt à Fribourg le samedi 23 novembre 2019. Cette action se fonde sur un texte de l'évangile, cité par le pape François dans sa préface du livre de Daniel Pittet *Mon père je vous pardonne*.

Mais le coût exorbitant du passage de la frontière par la Suisse de cette meule de 800 kg n'a pas permis cet arrêt. Le pape a accueilli Heibel et son équipe avec leur meule le 27 novembre 2019 (Images et résumé sur notre site).

Démarches auprès des instances de l'Église

Nous avons à plusieurs reprises, par écrit ou lors d'entretiens, exprimé nos préoccupations et nos demandes à Monseigneur Felix Gmür, Président de la CES, à l'Abbé Peter von Sury, Président de VOS'USM (congrégations masculines) et à Maître Luc Humbel, Président de la Conférence centrale catholique romaine de Suisse. Parfois, nous sommes intervenus par l'intermédiaire de la Commission d'experts de la CES „Abus sexuels dans le contexte ecclésial“ dans laquelle Mgr Morerod représente la CES depuis le début janvier 2019. Nos démarches ont essentiellement concerné les thèmes suivants :

Révision de la convention d'indemnisation

En juin 2018, nous nous sommes réjouis du communiqué de la CES évoquant la rencontre « *entre la Conférence des évêques suisses (CES) – et la Commission Écoute Conciliation Arbitrage Réparation (CECAR)* annonçant, «*qu'il a été confirmé à l'unanimité l'intention que les bases juridiques existantes devraient être révisées en accord avec tous les partenaires : les procédures devraient être simplifiées et les différents niveaux de contributions de satisfaction devraient être remplacés par un montant forfaitaire unique*».

Alors que la CES acceptait de discuter d'une adaptation de la convention sur les indemnisations, pour fin d'année 2018, la RKZ et VOS'USM refusaient d'en discuter, mais acceptaient d'étudier la question à la fin de la période de l'accord, soit en 2021. Dès janvier 2019, nous avons interpellé les partenaires sur « leur volonté de trouver des solutions équitables en matière de réparation des victimes ». Depuis 9 ans, nous affirmons qu'il n'y a pas seulement l'aspect financier, mais aussi le contexte de la reconnaissance et de l'indemnisation. L'indépendance et la neutralité de la CECAR sont essentielles pour les victimes qui ne peuvent pas envisager une confrontation avec l'Institution qui a si gravement manqué à son devoir de protection.

Financement d'une recherche sur les abus sexuels dans l'Église catholique suisse

Les autorités religieuses suisses, sous l'impulsion de la CES, ont mis en place des mesures pour permettre aux victimes d'abus sexuels par des agents pastoraux d'être entendues, d'obtenir reconnaissance et réparation, ceci même si elles ne voulaient plus avoir à faire avec l'Institution, grâce à la CECAR dont sont privées les victimes alémaniques. Nous avons invité les trois partenaires et leurs institutions à faire un nouveau pas en avant et à allouer une somme importante pour une recherche approfondie sur les abus sexuels dans l'Église catholique suisse de 1950 à aujourd'hui. Elle doit être réalisée par une commission de spécialistes indépendants s'engageant à la neutralité et à une publication intégrale de tous les résultats. Aux yeux des personnes ayant été victimes d'abus sexuels par des agents pastoraux suisses, ce serait un geste fort qu'elle finance un tel projet pour éclairer précisément ce qui s'est passé en Suisse et qui les a tant traumatisées. Pour signaler l'importance à nos yeux de ce projet, nous avons proposé des personnalités scientifiques compétentes et annoncé une participation financière.

Chartes des évêchés et des congrégations et prévention des abus sexuels

Nous sommes aussi intervenus auprès de la CES, de USM/VOS et des évêques romands pour les engager à effectuer une prévention efficace des abus sexuels avec tous les moyens appropriés. Il serait heureux, avons-nous souligné, que les évêques suisses s'emparent sérieusement du problème grandissant de la pornographie et de la pédopornographie sur internet. Nous leur avons transmis une synthèse de cette problématique basée sur une série de références bien documentées. En connaissance de cause, les agents pastoraux pourraient signer dans la Charte un engagement à ne pas se rendre sur un site internet pédopornographique.

Information sur les sites des diocèses

Nous avons aussi demandé aux trois diocèses touchant des Romands que les coordonnées du Groupe SAPEC soient clairement mentionnées sur les pages de leurs sites traitant des abus sexuels.

Association

Développement de l'information des membres

Grâce à la collaboration de Valerio Maj pour l'aspect technique et celle de Yolaine Hernach pour la correction des textes, notre site a pu être mis à jour plus fréquemment et développé en fonction de l'actualité et des activités évoquées dans ce rapport. Ainsi nous avons pu signaler par courriel les informations nouvelles aux membres dont nous avons les adresses mail.

Par ailleurs nous avons mis sur le site la liste des livres et documents mis à disposition par notre association pour ses membres. Les références et le contenu de chaque livre sont clairement spécifiés. Chaque membre peut emprunter l'un d'eux en envoyant un message à notre trésorier.

Comité

Au cours de l'année 2019, le comité s'est réuni trois fois. Il est composé de six membres ayant chacun-e un mandat spécifique : Valerio Maj la tenue des comptes, Jean-Marie Fürbringer l'animation du groupe Mémoire, Marie-Madeleine Zufferey-Sudan des écrits concernant la recherche et une collaboration avec Marie-Jo Aeby Bindschedler pour l'aide et le soutien apportés aux personnes victimes, Éric Paulus la recherche et l'organisation et l'accueil de nos tables rondes et séances, Jacques Nuoffer, la présidence de l'association. La vice-présidence est toujours vacante.

L'Association en quelques chiffres

Durant l'année 2019, notre association a reçu le soutien financier de 63 personnes (72 en 2018), pour un total de CHF 6'090.00 (4'595.00 en 2018).

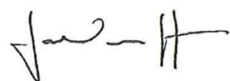
Les dépenses s'élèvent à CHF 4'851.40 (2'482.10) : le nombre dans la parenthèse indique les montants de 2018). La moitié concerne les frais de déplacements pour les rassemblements à Rome, Berne et Fribourg, ainsi que pour les séances et les rencontres avec les victimes, soit CHF 2'470.85. Elle ne comprend pas les 1'329.75 des membres du comité qui n'ont pas voulu être remboursés.

Les frais de CCP, de téléphone et de poste s'élèvent à CHF 301,75 (215.90), le site Internet à CHF 230.00 (226.00) les frais de réception CHF 109.40 (40.00), les fournitures de bureau à CHF 349.40 (240.00) et les livres CHF 50.00 (216.00). Comme décidé à l'AG 2019, CHF 1'340 ont été versés au fonds Recherche-Publications-Manifestations.

Les comptes 2019 de l'Association bouclent avec un bénéfice de CHF (1'238.60). Au bilan final 2019, l'association a une fortune de CHF 4'359.57 (3'119.97).

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement les membres du comité pour leur engagement, ainsi que Yolaine Hernach pour la relecture de nos textes et Stéphane Hernach et Hubert Varrin pour la vérification des comptes. Merci à nos proches qui nous ont soutenus et « supportés » dans les moments tendus. Merci enfin à tous les amis suisses et français qui ont renouvelé leurs encouragements et leurs conseils.



Jacques Nuoffer, président

Nidau, 11 janvier 2020

Annexe

Petit résumé du projet Mémoire

À l'initiative de Jacques Nuoffer, président de l'Association du Groupe SAPEC et de Charles Morerod, Évêque du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, un groupe de travail a été constitué en janvier 2019. Son objectif était de faire des propositions afin d'effectuer le travail de mémoire sur les problèmes d'abus sexuels commis par des agents pastoraux dans le diocèse.

Le groupe a été constitué par Mme Laure-Christine Grandjean, chargée de communication du diocèse, M. Valerio Maj, membre du comité du Groupe SAPEC, M. Alain Guerdat, membre du Groupe SAPEC et présidé par M. Jean-Marie Fürbringer, membre du comité du Groupe SAPEC. Le groupe s'est réuni mensuellement pour des séances de travail à Fribourg et à Lausanne.

Des premières discussions ont émergé les projets suivants :

1. **Journées de rencontres** dans le cadre paroissial pour diffuser des témoignages et ouvrir un espace de dialogue et de prise de conscience sur la problématique.
2. **Lettres pastorales** diffusant des témoignages et soutenant les actions du diocèse dans cette problématique.
3. **Collectes** lors des célébrations dans le diocèse dans le but de participer financièrement au travail de réparation.
4. **Exposition itinérante** avec des éléments historiques, canoniques, éthiques.
5. **Plaque commémorative** dans la cathédrale du diocèse.
6. **Livre** contenant des messages des personnes victimes. Ce livre serait exposé, mais pas (forcement) consultable.
7. **Document électronique**, fait de témoignages, de compte-rendu, d'éléments statistiques, chronologiques etc..., consultable en ligne et sur place dans les églises témoignant de l'histoire et du travail sur cette problématique.
8. Incitation à effectuer des **recherches** sur les aspects historiques, théologiques et sociologiques de la problématique.
9. **Dossier pédagogique/catéchétique** sur la thématique de la relation entre clercs et laïcs.

Le travail du groupe s'est ensuite focalisé sur la réalisation d'une plaque commémorative dans la cathédrale de Fribourg et l'organisation d'une journée de rencontre diocésaine sur le thème de l'abus.

Le texte de la plaque qui a fait l'objet d'une consultation auprès des parties concernées est le suivant :

« Nous avons érigé cette plaque pour témoigner des souffrances endurées par les victimes des abus sexuels commis dans ce diocèse par des prêtres et autres personnes engagées dans l'Église. Cette démarche est aussi une demande de pardon et une invitation à la communauté à rester vigilante. »

Mme Grandjean s'est impliquée avec une grande énergie pour obtenir les autorisations pour placer la plaque dans la cathédrale. Ce ne fut pas une mince affaire étant donné le grand nombre d'instances concernées. Il lui a fallu recourir jusqu'au Conseil d'État.

La journée du 23 Novembre a été organisée sur trois temps et trois lieux distincts :

1. L'inauguration du mémorial à la cathédrale, structurée par un accueil, des intentions de prière en français et en allemand, trois prises de parole de Jean-Marie Fürbringer pour le Groupe SAPEC, Mgr Charles Morerod pour le diocèse LGF et Sr Louise-Henri Kolly pour les Ordres Religieux mineurs, et finalement la révélation de la plaque.
2. La projection du film « Grâce à Dieu » de François Ozon au cinéma Rex en ville de Fribourg.
3. Un atelier sur le thème de la prévention qui a permis à plusieurs dizaines de participants d'échanger sur le thème des abus sexuels dans l'Église et de leur prévention.

La journée s'est terminée autour d'un apéritif dînatoire qui a permis à chacun de poursuivre la rencontre et les discussions individuelles.

Le Groupe SAPEC remercie Mgr Charles Morerod pour l'opportunité offerte d'effectuer ce travail de mémoire. Un grand merci au groupe de travail et tout particulièrement à Mme Laure-Christine Grandjean pour la mise sur pied de cette journée et à Mme Léonie Moulin pour la prise en charge de la logistique.

Une première vraiment réussie qui a eu un écho très positif dans la presse télévisuelle et écrite. Le site de l'Évêché permet de prendre connaissance des différents discours et des articles de presses : <https://www.diocese-lgf.ch/accueil/abus-sexuels.html>.

Jean-Marie Fürbringer
Membre du comité

Lausanne, le 17 décembre 2019